LA SITUATION DU MARCHE

Les affaires sont assez satisfaisantes et le commerce semble en bonne posture pour remonter son chiffre et augmenter ses ventes. Après la période d'accalmie qui s'était abattue sur nous, le regain d'activité qui nous vient actuellement est de bon augure et tout fait prévoir que ces conditions plus rassurantes ne feront que s'améliorer encore. Les marchands devraient profiter de ce retour pour pousser activement les marchandises qu'ils tiennent et établir un système de service aux clients qui donne pleine satisfaction à ces derniers.

LA RARETE DE LA CAILLETTE PEUT ETRE SERIEUSE

On ne saurait dire exactement maintenant quelle sera l'étendue du manque de caillette et quelle influence cette rareté aura, cette année sur la fourniture du fromage, mais dès maintenant cette disette en perspective cause une grande appréhension dans les cercles fromagers.

Les autorités font une enquête sur la situation à Guelph, Kingston, Ottawa et Toronto, non seulement pour connaître le montant des approvisionnements disponibles, mais pour trouver les moyens et procédés de produire de la caillette au pays, d'une qualité convenable et sur une échelle satisfaisante.

Aux dires des autorités, l'approvisionnement canadien est limité. Des renseignements recueillis partout où la caillette est employée, il appert que les approvisionnements utilisables sont rares. En outre, la source européenne d'approvisionnements est pratiquement suspendue.

La caillette est faite par des usines domestiques. Mais il est probable que la principale difficulté soit l'approvisionnement limité d'estomacs de veaux avec lesquels on fabrique la caillette.

Le Département de l'Agriculture d'Ontario a répandu de nouvelles circulaires engageant les fermiers et tous les bouchers du pays à conserver tous les estomacs de veaux et contribuer ainsi à prévenir une situation grave dans l'industrie du fromage qui ferait perdre des millions de dollars au pays.

Si la manufacture du fromage est réduite, les fermiers obtiendront moins pour leur lait, leur crème et leur beurre, car ces produits seront plus communs sur le marché.

Il y a un substitut à la caillette, connu sous le nom de tepsin, et qui remplit bien les fonctions. C'est un produit chimique. Des expériences ont été entreprises par les autorités gouvernementales et on espère avoir prochainement le rapport favorable de résultats satisfaisants. Les fabricants de conserves de Toronto prennent un vif intérêt au problème en vue de fabriquer la caillette. Le prix normal de la caillette est d'environ \$1.00 le gallon, mais on en a demandé \$5.00 et même \$10.00.

COMMERCE D'ETE DANS LES CAMPS MILITAIRES

Dans tout commerce, il faut savoir profiter de l'opportunité et les formations militaires qui se font à présent en donnent une merveilleuse aux détaillants de faire de l'argent. Les épiciers ne devraient pas négliger cette occasion exceptionnelle qui s'offre à eux dans les endroits où la troupe est cantonnée. Il y a là pour

eux une source appréciable de revenus qu'ils devraient saisir avec empressement. Les détaillants du Canada ont assez souffert des désavantages subis du fait de l'état de guerre; ils ont par les concentrations militaires en différents endroits, la chance de retourner la médaille du bon côté. Qu'ils en profitent et qu'ils sachent faire venir à leur magasin l'argent que dépensent les soldats et les sommes dont dispose l'intendance pour leur entretien.

LA QUESTION DE L'ASSURANCE CONTRE LE FEU

A l'assemblée annuelle de la Canadian Credit Men's Trust Association, tenue récemment à Winnipeg, l'attention de l'assistance fut attirée sur le fait qu'un marchand avait passé au feu et subi une perte de \$20,000. Ce marchand n'avait pas contracté aucune assurance. Il fut suggéré que lorsque découverte fut faite que le marchand en question avait aucune assurance, une assemblée des créanciers soit convoquée et que tout crédit fut refusé au dit marchand.

Sans vouloir discuter de l'opportunité d'une telle intervention, il est important pour le commerce de détail de constater l'importance qu'attachent à la question d'assurance les manufacturiers et les marchands de gros. On ne peut connaître exactement si une bonne partie du stock est réellement la propriété des maisons qui fournissent les marchandises. On peut dire que jusqu'à un certain point, le fait d'avoir ou non une assurance est vis-à-vis du marchand un gage de confiance ou de défiance, car peu de marchands jouissant d'une bonne situation admettraient que leurs marchandises restent longtemps en magasin sans être couvertes par une assurance.

LE SIXIEME CONGRES DES CHAMBRES DE COMMERCE DE LA PROVINCE DE QUEBEC.

La première séance d'étude du sixième congrès des Chambres de Commerce de la province de Québec s'est ouverte lundi, 12 juin, sous la présidence de M. Armand Chaput. Après l'adoption du procès-verbal de la cinquième convention, un rapport du secrétaire-trésorier, M. Léon Lorrain, et la lecture du courrier, le comité des créances a fait rapport de la présence des délégués suivants de Montréal: MM. Ludger Gravel, J. E. C. Daoust, Maître Hector Fabre-Surveyer, et J. N. Cabana; pour Québec, MM. G. A. Vandry et Antoine Gobeil; pour Hull, M. J. E. Gravel, F. A. Labelle et Victor Chenet; pour Drummondville, M. Napoléon Garceau; Joliette, MM. J. C. M. Coutu et L. M. Farley; Trois-Rivières, MM. Norman Labelle et J. A. Peltier; Valleyfield, M. C. N. Wallet; Portneuf, M. J. B. G. Marquis; Sorel, MM. Harold Sheppard et R. C. Trempe. Après qu'il eut démontré le grand avantage d'avoir une loi de faillite fédérale et d'uniformiser les lois commerciales du Canada, le congrès a formé un comité d'étude qui fera rapport au prochain congrès et a en même temps prié l'association du barreau canadien de Montréal de mettre concurremment la question à l'étude. La même décision a été prise concernant la question de rendre exécutoire dans tout le Canada les jugements rendus dans une province. La Chambre des notaires sera priée de préparer un projet de loi en vertu

(A suivre page 25)